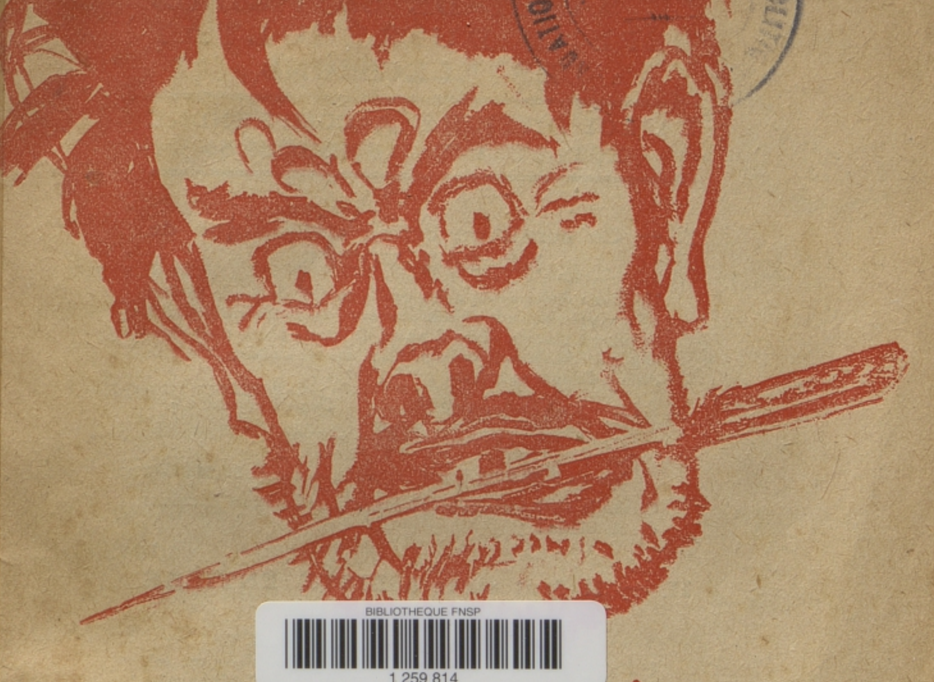


comment voter contre le bolchevisme?

Prix : 0 fr. 50

Edité par le GROUPEMENT ÉCONOMIQUE DES ARRONDISSEMENTS DE SCEAUX & SAINT-DENIS

PRAEGER IMP

LE SALUT DE LA FRANCE DÉPEND DU RÉSULTAT DES ÉLECTIONS

LA LOI DIFFICILE A COMPRENDRE EST PLEINE D'EMBUCHES

I. — Ce serait un crime civique que de NE PAS VOTER

Une liste a droit à autant d'*élus* qu'elle contient de fois le quotient qui est le résultat de la division du nombre des votants par le nombre de sièges à pourvoir. Moins il y aura de votants, plus le parti socialiste unifié, dans lequel tous les partisans voteront sans exception, a de chances d'obtenir ce quotient.

Exemple : Votants : **100.000** Sièges à pourvoir : **5**

$$\text{Quotient} = \frac{100.000}{5} = 20.000$$

Votants : **80.000**, le quotient n'est plus que de **16.000**.

Comme le nombre des unifiés n'a pas varié, quel avantage ils retirent des abstentions !

II. — Il faut voter à LISTE ENTIÈRE SANS RATURER

Exemple : Trois listes en présence : A, B, C.

1° Rayer dans la liste A le nom de Lucien, c'est enlever une voix à la liste A et en donner une aux listes B et C = 2 voix en moins.

2° Remplacer Lucien de la liste A par Paul de la liste B, c'est enlever une voix à la liste A, en donner une à B et à C, plus une voix à la liste B = 3 voix en moins.

Il n'y aura sûrement pas de deuxième tour.

Pour éviter des erreurs, des surprises, toujours profitables aux adversaires, les socialistes révolutionnaires, n'éparpillez pas vos efforts. Votez à liste entière pour la liste anti-bolcheviste qui a le plus de chance de succès, même si elle ne répondait pas absolument à vos aspirations ; sans cela, vous risquez l'anarchie, la ruine, la misère pour tous, la guerre civile.

COMMENT VOTER
CONTRE
LE BOLCHEVISME

Beaucoup de citoyens français vont être étonnés, sinon choqués, par le titre seul de cette brochure.

— Eh quoi ! nous diront-ils, aurons-nous donc à combattre le Bolchevisme aux élections du 16 novembre ?

« Le Bolchevisme existe-t-il déjà chez nous ?

« Constitue-t-il réellement un parti ?

« Quelqu'un nous a-t-il jamais proposé un programme bolcheviste ?

« Pouvez-vous nous montrer un gaillard assez hardi pour accoler à son nom l'étiquette de candidat bolcheviste ?

Allez à une réunion publique. Vous ne douterez plus, en en sortant, que sous le nom et le couvert des listes socialistes unifiées, le Bolchevisme s'installe, s'affirme, s'impose brutalement, sans vergogne, non seulement par la brutalité des moyens employés ; mais Bracke annonçait hier le soviet au lendemain de leur victoire aux élections ; et il en est qui sont déjà organisés !

Et son existence est si indéniable, son action si profonde, qu'en réalité tout Français, quelle que soit la liste qu'il adoptera (car il faut adopter une liste entière, le panachage serait une erreur), se trouvera en face d'une alternative très formelle, et n'aura à choisir qu'entre deux décisions opposées :

Voter *contre* le Bolchevisme
ou *pour* le Bolchevisme.

Jamais, à aucune époque de notre histoire contemporaine, la situation politique n'aura été aussi simple. Jamais question plus nette n'aura été posée au pays.

— Bah ! s'écrieront, en haussant les épaules, les sceptiques, les optimistes et les indifférents. Ce Bolchevisme, qui vous fait si peur, où le voyez-vous donc ? Où se cache-t-il ? Que nous veut-il ? Qu'avons-nous à redouter de lui ? Et d'abord, qu'est-il au juste ?

SES ORIGINES

Chacun a assisté à la naissance du monstre, que l'impérialisme austro-allemand, menacé d'une ruine prochaine par l'offensive de Broussiloff, déchaîna contre la Russie.

Introduit dans l'empire moscovite par des prisonniers nihilistes spécialement catéchisés et rapatriés gracieusement par les officiers de Guillaume II, ce mouvement révolutionnaire, sympathique tout d'abord à tous les peuples libéraux de l'Europe, commença par abattre le tsarisme et instituer un régime populaire — auquel, manifestement, la pauvre Russie n'était pas prête. Mais il ne tarda pas à introniser dans la nouvelle République les doctrines communistes les plus hardies et les plus extrêmes, telles que la suppression de la propriété, le partage des terres, la nationalisation des industries, des fortunes, des banques, etc.

Nous n'avons appris que par des échos affaiblis et morcelés le beau résultat que produisit l'application de ces doctrines si parfaites en théorie, mais que l'Allemagne s'est bien gardée et se garde bien encore d'acclimater chez elle.

Le communisme marxiste — création boche — ne constitue uniquement pour nos ennemis qu'un article d'exportation, dont la diffusion vers l'Est a retardé sa débâcle, dont la propagation vers l'Ouest assurerait son triomphe prochain.

Quand ce communisme, triomphant en Russie, fut devenu le

Bolchevisme, et qu'il voulut, enflammé d'un zèle reconnaissant, retourner en sauveur au pays de ses pères, on sait comment les bons républicains, les fermes révolutionnaires, les purs social-démokrates allemands se défendirent contre ses accolades fraternelles et libératrices, à grand renfort d'obus, de torpilles et de mitraillades automatiques. Ces hardis exportateurs refusèrent prudemment de reprendre leur marchandise, ayant vu ce que la terrible création de leur génie inventif avait accompli en Russie.

Cette œuvre néfaste, inhumaine, infernale, nous en avons eu, depuis deux ans, des aperçus fragmentaires et fugitifs, par la lecture des journaux. Mais tant de nouvelles, d'une importance plus immédiate pour nous et concernant des événements qui s'accomplissaient sur notre sol, ont accaparé successivement notre attention angoissée ; nous nous sommes armés peu à peu, pour traverser ces temps tragiques, d'une telle cuirasse d'insensibilité, d'une telle puissance d'oubli, que nous n'avons pu garder un souvenir suffisamment vif de ces calamités lointaines.

Qu'on nous permette donc de retracer ici, avec des couleurs bien pâles, le triomphe du marxisme révolutionnaire, qui promettait d'arracher cent millions d'esclaves à la sauvage tyrannie tsariste.

Depuis longtemps, en Russie, tous les hommes honnêtes, courageux, instruits ou respectables ont été supprimés, sans jugement, sans interrogatoire, sans le moindre simulacre de justice, par les feux de peloton ou par les lentes tortures de l'emprisonnement le plus barbare, c'est-à-dire par la faim, le froid, l'anémie, la tuberculose, la consomption, la misère physique et morale.

Quant au reste de la nation, dont l'inertie n'inquiète pas le pouvoir autocratique des bolchevistes, quant à la masse apathique et tremblante du peuple, elle ne saurait, pour avoir échappé à la geôle, être considérée comme libre, tant les bouleversements économiques et sociaux ont rendu son existence précaire, difficile et douloureuse.

SES ÉTAPES

En effet, après avoir commencé par éliminer l'élément militaire et patriote en exécutant en masse les officiers et les soldats les plus braves, le Bolchevisme s'est hâté de massacrer et de piller l'aristocratie et la bourgeoisie, dont les grands chefs bolchevistes se sont partagé les précieuses dépouilles et dont ils ont jeté les reliefs en pâture à *l'armée rouge*, cet horrible rassemblement d'assassins sur lequel repose toute la puissance du régime !

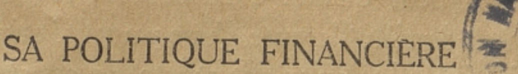
Mais aussitôt ces riches proies dévorées, le Bolchevisme en est venu, depuis de longs mois, à s'attaquer anx foules ouvrières et paysannes, qu'il menace d'engloutir à leur tour, et chez qui il paralyse systématiquement toute velléité de résistance par l'organisation d'une incessante terreur.

LE BOLCHEVISME ET LES OUVRIERS

Le Bolchevisme s'est appuyé, à son début, sur la classe ouvrière qui forme, en Russie, la fraction la plus libérale — si l'on peut dire ! — d'une nation barbare et arriérée au point de constituer en Europe un anachronisme déconcertant.

L'élément mauvais, le moins laborieux et le plus turbulent de la masse ouvrière, attiré par la haute solde, a servi à constituer le fond de l'armée rouge, chargée de défendre le nouveau gouvernement et de mettre à exécution ses volontés despotiques.

La foule des ouvriers sérieux a vite été conquise elle-même au régime par l'élévation des salaires, qui lui a procuré d'abord un bien-être inconnu jusqu'alors, mais dont la durée fut — hélas ! — des plus éphémères. En effet, la cherté de la vie s'accrut dans des proportions plus grandes et plus rapides encore, et la raréfaction des articles de première nécessité fit succéder à l'abondance factice du début la misère et bientôt la famine.



SA POLITIQUE FINANCIÈRE

En arrivant au pouvoir, les collectivistes russes, les Lénine et les Trotzky, savants théoriciens tout imbus des lumineuses idées qu'ils avaient puisées, au prix de quel labeur ardu, dans le *Manifeste communiste* du grand Karl Marx, se hâtèrent de les appliquer avec le souci évident de faire leur fortune personnelle, mais peut-être aussi avec l'espoir candide d'édifier, par la même occasion, le bonheur du prolétariat russe et de tout le genre humain régénéré. Ils commencèrent par un coup de génie, qui devait les mettre en possession de toute la richesse financière du pays : la socialisation des banques !

Cette mesure eut pour résultats immédiats la fuite des capitaux déposés dans les établissements de crédit, et un énorme développement de la thésaurisation particulière et de l'usure clandestine.

En même temps, le gouvernement soviétiste avait annulé les emprunts, tant intérieurs qu'extérieurs, ce qui lui interdit absolument de recourir par la suite à aucun nouvel appel au crédit national ou étranger et frappa de paralysie toutes les entreprises.

Il crut alors se procurer facilement dix milliards de roubles en faisant peser sur la bourgeoisie une taxe de guerre sociale ; mais, bien qu'il n'hésitât pas, pour en assurer le rendement, à recourir aux violences les plus barbares, à la saisie et à la vente des mobiliers, objets de ménage, vêtements, outils, machines et bétail, aux coups, aux fustigations, aux détentions cruelles en des prisons glacées et rendues intentionnellement inhabitables, voire même à des menaces de mort parfois suivies d'effet, les nouveaux impôts ne donnèrent qu'un rendement désastreux.

Inutile d'indiquer, d'ailleurs, que les bons fonctionnaires bolchevistes chargés de les percevoir, délicatement sensibles à certains arguments convaincants, n'appliquèrent les taxes dans

toute leur rigueur qu'aux contribuables récalcitrants qui se retranchaient derrière l'excuse d'une pauvreté criminelle.

L'application, plus ou moins stricte, de ces géniales mesures financières, se solda, pour l'année 1918, par un déficit global de 60 milliards de francs.

Pour échapper à une faillite imminente, l'avisé gouvernement marxiste recourut à un remède héroïque : la fabrication intensive du papier-monnaie, dont il émit environ 100 milliards de francs en une année !

Malheureusement, ce moyen de fortune — ou plutôt de misère — ne lui réussit pas longtemps : l'ouvrier qui, à la fin d'une semaine de travail, recevait de son patron, l'Etat, quelques-unes de ces vignettes coloriées ne portant ni date ni signature, devait constater bientôt qu'il ne se trouvait personne d'assez consciencieusement communiste pour les accepter en paiement de quoi que ce fût d'utilisable ou d'alimentaire.

Quant aux paysans, instinctivement rebelles à échanger les honnêtes produits de leur sol et de leur labeur contre des chiffons de papier, ils n'ont pas attendu, pour les refuser énergiquement, que les commerçants de la ville leur aient donné l'exemple d'une prudence si élémentaire.

LE BOLCHEVISME ET L'INDUSTRIE

Soucieux, dans leur sollicitude éclairée, d'encourager l'industrie et les grandes entreprises d'Etat, Lénine et Trotkzy — celui-ci pur Boche d'origine, mais tous deux petits-fils de Karl Marx par le cerveau, comme notre Longuet l'est par le sang, — décrétèrent la nationalisation des chemins de fer ; le résultat de cette puissante intervention ne se fit pas attendre : au bout de l'année, leur rendement n'était réduit que des quatre cinquièmes, tandis que les dépenses avaient passé de 1.500 millions à 11 milliards !

Pourtant, l'extension du chômage dans tout le territoire de la république soviétiste aurait dû alléger ces charges d'une façon

notable, puisque, au bout de cette première année, le nombre total des travailleurs y avait diminué de 60 pour 100 !

Quand les ouvriers russes, revenus de leur première illusion, ont tenté de remédier à la terrible situation qui leur était faite, ils ont pu apprécier dans toute sa beauté le régime libéral qu'ils avaient contribué à imposer au pays. Leurs délégués, pourtant fervents socialistes, venus assister aux conférences ouvrières, se sont vu emprisonner comme ayant comploté contre la sûreté de l'Etat. La réunion d'un congrès de tous les travailleurs de Russie fut rendue impossible par l'arrestation des promoteurs de cette idée, dont pourtant les masses prolétariennes pouvaient à bon droit, semble-t-il, espérer, sinon le salut, du moins une atténuation de leur misère.

M. Soukhomline, délégué du Parti Socialiste Russe, déclarait, le 11 janvier dernier à la Commission administrative de la C. G. T. :

« Les fabriques ayant été nationalisées, l'Etat est devenu patron ; mais en présence de la baisse de la production qui depuis la révolution n'a jamais cessé de décliner, le gouvernement a pris des mesures qui de tout temps avaient été combattues par les ouvriers : abolition de la journée de huit heures, rétablissement du travail aux pièces et établissement de listes rouges qui remplacent les listes noires de l'ancien régime tsariste. »

En somme, l'arrivée au pouvoir du Bolchevisme n'a apporté à la classe ouvrière qu'un accroissement de sa misère et de sa servitude. La vie est devenue pour elle intolérable ; les usines se ferment, les hauts fourneaux s'éteignent ; les syndicats sont dissous, leurs caisses de résistance confisquées ; la liberté de la parole et de l'imprimerie, le droit de réunion ont été supprimés ; les enfants meurent de faim ; la plus hideuse innovation soviétiste, la communauté des femmes, complète par son abjection l'horreur de cette misère : les maris, les pères, se voient contraints, pour vivre, de livrer leurs compagnes et leurs filles à la salacité des bandits qui ont pris à tâche de pousser jusqu'à leurs conséquences extrêmes les pures théories du marxisme.

Parmi la foule de ces chômeurs désespérés, beaucoup, se rendant compte de l'impossibilité de subsister dans les villes, où toute industrie est morte, ont émigré vers les campagnes, avec leurs familles affamées.

Abandonnés par cette civilisation artificielle dont ils avaient tout reçu jusque-là, ils se sont tournés vers la nature, et ont demandé assistance à la vieille nourrice du genre humain, la terre toujours trop délaissée, mais qui, en Russie, a su garder à elle plus des quatre cinquièmes de ses enfants.

Sur ce sol si vaste dont nous ne soupçonnons pas ici la fertilité prodigieuse, les nouveaux réfugiés auraient pu facilement, naguère encore, en échange d'un peu de travail, se créer une vie aisée et paisible.

Mais les cultivateurs, plus encore que les ouvriers, ont eu à subir les exactions bolchevistes.

LE BOLCHEVISME ET LES PAYSANS

Les Bolcheviks, qui n'ont réussi leur coup qu'avec la collaboration aveugle des ouvriers, ont toujours considéré la population rurale comme leur ennemie naturelle, et, antérieurement même à la révolution de 1917, rêvaient déjà la domination de la ville sur le village, du prolétariat urbain sur la masse paysanne des campagnes.

Aussi le premier acte des bolchevistes victorieux fut-il de dissoudre la Constituante, composée en majeure partie de députés paysans, puisqu'elle représentait normalement le pays. Les plus dangereux de ses membres furent emprisonnés ou fusillés. Après quoi, la bande criminelle qui avait usurpé le pouvoir ne craignit pas de s'intituler « le gouvernement des paysans ».

Pour les élections des soviets, qui succédèrent à la Constituante supprimée, il fut attribué arbitrairement aux ouvriers

des villes une représentation cinq fois plus forte qu'aux paysans des campagnes, c'est-à-dire qu'alors que 125.000 électeurs ruraux n'avaient droit qu'à un unique délégué, un même nombre d'ouvriers urbains en pouvaient élire cinq. On voit donc comment fut faussée, dans son principe même, cette prétendue consultation nationale.

Cependant, comme la presque totalité de ces représentants des populations rurales osaient encore résister à la tyrannie, les Bolcheviks imaginèrent bientôt de dissoudre à leur tour les soviets de paysans et d'instaurer des « Comités de la Misère paysanne », composés de terroristes éprouvés que le pouvoir affubla, pour l'exercice de leurs nouvelles fonctions, du titre de « Prolétaires des Campagnes » et chargea spécialement de combattre « la bourgeoisie agraire ».

Ces envoyés organisèrent la guerre civile au village, paralysèrent tous travaux des champs, et parvinrent à ruiner presque instantanément la puissance et la richesse du premier pays agricole de l'Europe.

Réquisitionnant tous les produits de la terre, qu'ils payaient d'un papier-monnaie sans valeur aucune, et ne laissant au malheureux laboureur, de toute sa récolte, que la portion strictement nécessaire à la subsistance de sa famille, ils ont irrémédiablement étouffé chez lui tout désir de travail. Les conséquences de cette inaction furent immédiates.

Les populations des villes, bientôt affamées, n'eurent d'autre ressource que de s'abattre sur les campagnes comme des vols de sauterelles, et le gouvernement encouragea ces razzias et ces pillages.

Lénine en assuma allègrement la responsabilité au sixième congrès des soviets, le 6 novembre 1918 : « Les difficultés d'approvisionnement, la famine, nous ont forcés de *diriger sur les campagnes les travailleurs avancés.* »

Et Trotzky prenait devant le Comité central, le 3 juin 1918, un engagement plus formel encore : « Dans un mois, *nous devons avoir entre nos mains tout le blé.* »

Bientôt l'envoi de *détachements de réquisitions* dans les campagnes était promulgué par un décret d'août 1918.

On devine à quelles dramatiques horreurs de semblables expéditions ont dû entraîner les bandits bolchevistes. Les paysans défendent à coups de fusil le pain de leurs enfants ; mais que peuvent-ils contre les invincibles gardes rouges armés de canons et de mitrailleuses ?

Il faut que le triomphe des théories humanitaires du grand Karl Marx s'affirme partout, aussi bien aux champs qu'à la ville. Il faut que l'on voie les infâmes « bourgeois agraires » égorgés avec leurs femelles et leurs petits, au seuil des chaumières en flammes, tandis que les trésors des greniers monte en fumée vers le ciel ! Il faut que sur toute la Russie libérée, Meurtre, Pillage et Famine, trinité sinistre, règnent en maîtres désormais !

LA LUTTE DES CLASSES

Pourquoi se refuser à voir qu'une menace de dénuement, de famine, de ruine industrielle et sociale, plane sur nous ? Pourquoi oublier cette ardeur de solidarité qui nous serra les uns contre les autres à l'heure de la défense éperdue ?

Le péril d'aujourd'hui n'est pas moins immédiat que celui d'Août 1914.

Les Allemands viennent de voter la journée de douze heures, pour rétablir et consolider la suprématie de leur camelote, tandis que leurs porte-parole, conscients ou non, nous prêchent la lutte des classes.

Qu'est-ce donc que la lutte des classes, sinon un de ces termes vagues, si souvent répétés que personne ne prend plus la peine d'en rechercher ou d'en définir le sens exact ? Elle remplace d'autres clichés, décidément désuets, qui ont trop longtemps servi d'enseignes aux politiciens sans programme et sans idées. C'est ainsi qu'on a agité devant les yeux des électeurs inquiets

le spectre du cléricalisme, le fantôme de l'anarchie. Aujourd'hui que le public est las de manger du curé, viande au demeurant peu substantielle, on veut attirer ses yeux sur une nouvelle pancarte. Comment y aurait-il une lutte des classes, quand les classes elles-mêmes n'existent pas ? La société moderne, en effet, ne s'enferme pas en des castes nettement tranchées. Elle ne se divise pas en catégories distinctes, mais elle s'échelonne sur une multitude de degrés insensibles où chacun juge légitime sa révolte contre le voisin du dessus, tandis qu'il s'alarme et s'indigne des revendications de l'étage inférieur.

La lutte des classes serait la bataille universelle de tous contre tous. Chaque patron est un bourgeois pour son employé, qui en est un lui-même pour l'ouvrier, pourtant mieux rétribué que lui bien souvent, et cet ouvrier à son tour est un capitaliste, un exploiteur, au regard du manœuvre et de l'apprenti.

Cependant, le nivelage est impossible, et serait illusoire, tout autant que ce mirage de l'augmentation des salaires qui ne remédie à aucune des difficultés que suscite la vie chère.

L'argent ne vaut que par ce qu'il peut payer. A hausser le taux des salaires on diminue seulement la valeur toute conventionnelle de cette monnaie qui n'a d'autre avantage que de rendre possibles les échanges commerciaux.

On ne vit pas de monnaie de papier ni même d'argent. Ce qu'il s'agit de gagner, ce n'est pas dix ou vingt francs par jour, c'est du pain, de la viande, du vin, du feu. Quand il a réussi à faire doubler le prix de sa journée, l'ouvrier qui devra travailler deux heures au lieu d'une pour payer un sac de charbon, n'a absolument obtenu aucun avantage.

Il faudrait donc, pour arrêter la montée jusqu'ici continue du coût de l'existence, établir la fixité et l'uniformité d'un salaire minimum pour toutes les corporations, comme cela existe en Amérique. Cette mesure étendrait à tous les travailleurs la somme d'aisance et de quiétude nécessaire à la vie.

Pour réaliser ce problème social si désirable, point n'est

besoin de convulsions intestines, de luttes fratricides, de grèves également ruineuses pour le patronat et pour les ouvriers ; vous avez en main l'arme de votre salut : le bulletin de vote.

CONCLUSION

Ce mot « Bolchevisme » — on l'a vu — signifie donc désordre social et misère.

Tous les hommes, à quelque parti qu'ils appartiennent, qui prêchent ce désordre social, préparent l'avènement du Bolchevisme.

Les socialistes unifiés tels que les Longuet, les Frossard, les Mayéras, etc. qui, par leur démagogie outrancière, poussent l'individu au pire égoïsme, se font aussi les suppôts de ce régime de mort !

De même les Caillaux, les Malvy qui, par leur lâche capitulation devant le péril commun, ont favorisé ses progrès. Et de même tous les politiciens qui par leur silence se sont faits les complices de ces grands coupables et les ont couverts pendant de longs mois de l'immunité parlementaire, jusqu'à ce que l'opinion publique révoltée les obligeât à se déclarer contre eux. Tous ces hommes, eux aussi, sont des agents bolchevistes.

Demain, électeurs, vous aurez à en faire justice et à en débarrasser le pays.

Pour cela, ne votez pour aucune liste des partis extrêmes. Ecartez-vous des révolutionnaires, dont l'audace irréfléchie entraînerait à la ruine la chose publique, dont nous dépendons tous, et ne redoutez pas moins les réactionnaires, dont l'outrance arriérée révolterait le pays qui, dans un mouvement de résistance naturelle, retomberait dans l'excès opposé.

En un mot, faites abstraction des étiquettes de partis, et n'ayez égard, pour le choix de vos élus, qu'à leur valeur intellectuelle et surtout morale.

N'envoyez au Parlement, pour vous représenter avec dignité

et efficacité, que des hommes d'action, au courant des graves et multiples problèmes que soulève la question du travail, des hommes honnêtes, résolus à se tenir en dehors des coteries politiciennes et des calculs égoïstes, et qui s'interdiront d'encourager de l'autorité qu'ils tiendront de leur mandat aucune entreprise commerciale ou financière. Seuls, ces hommes-là pourront sauver le pays de la faillite, respecter vos libertés si laborieusement conquises et établir un accord équitable entre le capital et le travail.

En votant pour eux, vous aurez assuré la défaite du Bolchevisme, votre plus dangereux ennemi, à une heure décisive de notre histoire.



Voilà ce que deviendra votre billet de Cent francs, si non seulement vous ne votez pas contre le bolchevisme, mais encore si vous vous désintéressez de la lutte entreprise contre lui.

RAPPELEZ-VOUS DES ASSIGNATS
et ne continuez pas à vous lamenter inutilement sans réagir.

Le Bourgeois, pour le Bolchevik, est celui qui a quelques économies.

LE VOTE

Pivot de la République

LE VOTE, C'EST LA RESPONSABILITÉ ACCORDÉE AUX HOMMES LIBRES DE CHOISIR EUX-MÊMES LEURS DESTINÉES.

CELUI QUI NE VOTE PAS, OU QUI VOTE MAL, MÉRITE DE PERDRE SA LIBERTÉ, SES BIENS, SON SANG ET CELUI DE SES ENFANTS.

Les législatures précédentes, et surtout celle qui vient de se clore, furent la triste démonstration de cette maxime. Dans leur ensemble elles ne représentaient pas la valeur patriotique, morale et laborieuse de notre nation.

2 millions de tués et 200 milliards de dettes nouvelles sont la conséquence de nos mauvais votes, car l'Allemagne n'a risqué sa guerre que parce qu'elle ignorait la vraie France, ne la jugeant que d'après ses politiciens.

Fontenay-aux-Roses. — Imp. Louis Bellenand. — 28.282.

